



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA VENDÉE

ARRÊTÉ N° 19-DRCTAJ/1- 457

portant mise en demeure à l'encontre de la société SAS ARRIVE, à ESSARTS-EN-BOCAGE, pour ses installations d'abattage, de découpe de volailles, de conditionnement et d'expédition de viandes de volailles

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté préfectoral n° 17-DRCTAJ/1-834 du 21 décembre 2017 autorisant la société SAS ARRIVE à exploiter un atelier d'abattage, de découpe de volailles, de conditionnement et d'expédition de viandes de volailles à Bellevue – Les Essarts sur le territoire de la commune d'ESSARTS-EN-BOCAGE ;

Vu l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2017 susvisé qui dispose :
« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification.

Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.» ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 août 2019 à la suite de la visite d'inspection réalisée le 16 juillet 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le compte rendu de vérification périodique des installations électriques (Q18) de SAS ARRIVE sis 85140 LES ESSARTS en date 31 octobre 2018 par la société Bureau Véritas qui déclare que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 16 juillet 2019, la coordonnatrice régionale des installations classées à la DREAL Pays de la Loire et de l'inspectrice de l'environnement, spécialité « installations classées » ont constaté les faits suivants :

- la conclusion du dernier compte-rendu de vérification périodique des installations électriques de la SAS ARRIVE, en date du 31 octobre 2018 cité ci-dessus, ainsi que celle relative à la visite précédente en date du 16 novembre 2017, précisent que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;
- 14 non-conformités majeures ont été relevées dans ce rapport ;
- les non-conformités et anomalies constatées ont déjà été signalées préalablement par la société Bureau Véritas ; certaines non-conformités notamment sur le poste haute tension/basse tension 1, sur le tableau général basse tension, sur l'armoire compresseur, les disjoncteurs de l'armoire G1 et des coffrets et armoires électriques du local électrique d'abattage datent du 30 septembre 2013, 29 novembre 2016 ou 14 novembre 2017 ;

- seules deux non-conformités ou anomalies au niveau de la commande de l'armoire CF13 et du disjoncteur de l'armoire G1 constatées au dernier rapport du 31 octobre 2018 de Bureau Véritas font l'objet d'un premier signalement ;
- aucune action correctrice n'a été faite ou engagée pour répondre aux non-conformités ou anomalies constatées au dernier rapport de Bureau Véritas du 31 octobre 2018 et lever les risques d'incendie et d'explosion au niveau des installations électriques de la SAS ARRIVE.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2017 susvisé et qu'ils constituent un risque connu d'incendie et d'explosion dans un site industriel ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS ARRIVE de respecter les prescriptions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 : La société SAS ARRIVE, exploitant une installation d'abattage, de découpe de volailles, de conditionnement et d'expédition de viandes de volailles sise « Bellevue », Les Essarts, sur la commune d'ESSARTS-EN-BOCAGE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2017, à compter de la notification du présent arrêté, en :

- levant l'ensemble des non-conformités ou anomalies relevées sur la fiche Q18 du dernier compte rendu de vérification périodique des installations électriques de la SAS ARRIVE en date 31 octobre 2018 par la société Bureau **Véritas dans un délai de trois mois** à compter de la notification de l'arrêté,
- faisant procéder à un nouveau contrôle périodique des installations électriques au terme du délai de 3 mois.

Article 2 : Monsieur le Directeur de la S.A.S. ARRIVE adressera au préfet de la Vendée, **dans un délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 ainsi que le rapport de contrôle réalisé.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions des articles L.171-11 du code de l'environnement et R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES (6 allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex 1). La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de ESSARTS EN BOCAGE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice départementale de la protection des populations, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **11 SEP. 2019**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT

ARRÊTÉ N° 19-DRCTAJ/1-457

portant mise en demeure à l'encontre de la société SAS ARRIVE, à ESSARTS-EN-BOCAGE, pour ses installations d'abattage, de découpe de volailles, de conditionnement et d'expédition de viandes de volailles

